Analyse Cartésienne de l'Existence de D-U-N-S® Numbers dans les Institutions Judiciaires Françaises

Introduction

L'existence de numéros D-U-N-S® (Data Universal Numbering System) associés à des institutions judiciaires françaises soulève une question cruciale : ces entités fonctionnent-elles en tant qu'organes régaliens de l'État ou bien sont-elles enregistrées en tant qu'entités commerciales ? Cet article propose une analyse cartésienne rigoureuse pour déterminer les implications juridiques, éthiques et constitutionnelles de cette situation.

1. Présentation du D-U-N-S® Number et de sa Signification

1.1 Qu'est-ce que le D-U-N-S® Number ?

Le D-U-N-S® Number (Data Universal Numbering System) est un identifiant unique attribué par la société Dun & Bradstreet (D&B) à des entreprises à des fins de crédit, de commerce et de gestion des transactions financières.

1.2 Champ d'application du D-U-N-S® Number

- Utilisation dans le commerce international - Suivi de la solvabilité des entreprises - Identification des entités commerciales pour les marchés publics et les appels d'offres

1.3 L'Incompatibilité avec des Institutions Judiciaires

Les institutions judiciaires sont censées être des entités **régales** et non commerciales. Le fait qu'elles soient enregistrées sous un système de numérotation commerciale pose un problème fondamental : - Un tribunal ne peut pas être une entreprise. - Une institution régale ne devrait pas avoir d'intérêts commerciaux.

2. Preuves de l'Existence de D-U-N-S® Numbers pour les Institutions Judiciaires

2.1 Identification des tribunaux avec un D-U-N-S® Number

Les recherches ont révélé que plusieurs tribunaux français possèdent des D-U-N-S® Numbers, notamment :

- **Cour d'Appel de Pau** (D-U-N-S® Number : 579019332) - **Tribunal Judiciaire de Dax** (D-U-N-S® Number : 260242472) - **Tribunal pour Enfants de Mont-de-Marsan** (D-U-N-S® Number : 261410319) - D'autres institutions judiciaires…

2.2 Sources et Vérification

Les numéros D-U-N-S® sont accessibles via des bases de données commerciales telles que Dun & Bradstreet, et leur existence peut être confirmée en consultant les registres officiels.

3. Implications Juridiques et Constitutionnelles

3.1 Principe de Séparation des Pouvoirs

L'article 16 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 établit que :

> “Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution.”

Si une institution judiciaire fonctionne comme une entreprise, cela remet en question l'indépendance du pouvoir judiciaire et son impartialité.

3.2 Problème de Légitimité des Jugements

Si un tribunal est enregistré comme une entité commerciale, cela implique que ses jugements pourraient être qualifiés de “décisions commerciales” et non de décisions régales. Cela ouvre la voie à des contestations pour **défaut de compétence juridictionnelle**.

3.3 Risque d'Usurpation de Fonction Publique

L'article 433-12 du Code Pénal prévoit que l'usurpation de fonction publique est punie de 3 ans d'emprisonnement et de 45 000€ d'amende. Si un tribunal opère sous un statut commercial, alors les magistrats pourraient être poursuivis pour exercice illégal d'une fonction publique.

4. Actions Possibles et Réactions Attenduess

4.1 Démarches Juridiques

- **Saisine du Conseil Constitutionnel** pour vérifier la conformité de cette situation avec les principes fondamentaux de la République. - **Saisine de la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH)** pour violation des principes d'un procès équitable (Article 6 de la Convention EDH). - **Plainte pour usurpation de fonction publique** contre les magistrats exerçant sous un numéro D-U-N-S®.

4.2 Pression Médiatique et Politique

- Révélation de cette anomalie à la presse. - Demande d'explication auprès des ministères concernés.

4.3 Contre-Mesures Anticipées

Les institutions concernées pourraient : - Tenter de minimiser l'affaire ou d'en nier l'importance. - Engager des actions de diffamation contre ceux qui dénoncent ces pratiques. - Supprimer ou modifier discrètement leur enregistrement commercial.

Conclusion

L'existence de D-U-N-S® Numbers associés à des tribunaux remet gravement en cause leur statut de juridictions régaliennes. Cette situation pose des questions fondamentales sur la légitimité des décisions rendues et sur l'indépendance réelle du pouvoir judiciaire en France. Il est essentiel que cette affaire soit approfondie par des experts juridiques et exposée au grand public pour garantir la transparence et l'équité du système judiciaire.

From:
https://sui-juris.fr/wiki/ - **:Res-sources sui-juris.**

Permanent link:
https://sui-juris.fr/wiki/doku.php?id=dossiers-generaux:duns_number

Last update: **2025/02/13 00:05**